

Dernière modification le 07/06/2016 par MED¹.

Les « Profils Genre Pays » ont pour objectif d'appuyer les équipes (siège et agences) à développer un dialogue et faciliter la mise en réseau avec nos partenaires dans les pays sur la question de l'intégration du genre dans les opérations de développement. Ces fiches ne sont pas exhaustives, mais se concentrent en priorité sur les secteurs d'intervention de la coopération française dans chaque pays, à savoir pour la Jordanie : le développement social et économique local, l'énergie et l'environnement et le développement urbain. Elles sont pensées comme un outil dynamique amené à évoluer avec la participation de l'agence, à même de combler des lacunes (surlignées en jaune dans le document) ou apporter des informations supplémentaires.

CONTEXTE

Enjeux de genre et indicateurs clés en lien avec les secteurs d'intervention de l'AFD

Développement social et économique local

Les taux d'alphabétisation (99% pour les femmes et 98% pour les hommes, Banque Mondiale, 2014) et de scolarisation témoignent d'une égalité d'accès pour les filles et les garçons au niveau primaire (le ratio f-h de scolarisation au niveau primaire est de 98 %, Forum Economique Mondial, 2015). Ce ratio se détériore, à la défaveur des femmes, aux niveaux secondaire et supérieur (respectivement 103% et 115%, Forum Economique Mondial, 2015). Notons que ces ratios témoignent d'une proportion plus importante de femmes au niveau universitaire qu'au niveau secondaire. Cependant, il ne semble pas exister de corrélation entre le niveau d'études des femmes et leur accès au marché du travail : alors que 50% des femmes sont scolarisées au niveau universitaire, le taux d'activité sur le marché de l'emploi reste l'un des plus bas au monde (13,3%). Le ratio femmes-hommes de participation au marché du travail est de 24% (Forum Economique Mondial, 2015) témoignant d'une insertion des femmes en deçà même de la moyenne régionale (ratio f-h de 27,5% pour la région MENA, 2013).

Parmi les facteurs qui contribuent à expliquer la faible présence des femmes sur le marché du travail formel, la Banque Mondiale cite des services de garde d'enfants coûteux, des aides ménagères chères, les restrictions de mobilité et l'absence de transport public et un salaire minimum très bas (190 dinars jordaniens). Ces facteurs augmentent le coût d'opportunité du travail des femmes, rendant peu viable en termes économiques, l'exercice d'un travail formel hors du foyer. Ceci étant dit, le problème clé face à l'emploi des femmes reste "le décalage entre leur formation et les besoins du marché du travail" (Banque Mondiale, 2014).

• Crédit/micro-crédit

Les femmes jordaniennes ont, au même titre que les hommes, le droit d'accès aux crédits bancaires et autres formes de crédit. En 2015, la proportion de femmes possédant un compte dans une institution financière formelle reste faible (seulement 16% par rapport à 33% pour les hommes, Forum Economique Mondial, 2015). Peu d'hommes et encore moins de femmes utilisent leur compte à des fins commerciales² : c'est le cas de 6.6% des hommes et de 1,7% des femmes seulement. 9,5% des hommes utilisent leur compte bancaire pour percevoir leur salaire, contre 1,9% des femmes (2011, Banque Mondiale).

D'après l'OCDE, le microcrédit en Jordanie touche en majorité les femmes, qui représenteraient 96% des emprunteurs selon l'étude *les femmes et l'entreprise 2014 : accélérer le développement de l'entrepreneuriat dans la région Afrique du Nord et Moyen-Orient* en 2014.

• Soutien aux PME

Selon le *Global Gender Gap report* (2015) seulement 2% des entreprises en Jordanie ont une femme comme principale actionnaire, et seulement 16% ont une femme parmi les principaux propriétaires de l'entreprise; dénotant de la faible proportion de femmes entrepreneures formelles.

Contrairement à la perception répandue, l'étude récente *The Environment for Women's Entrepreneurship in the Middle East and North Africa Region* (montre qu'en Jordanie les entreprises dirigées par des femmes semblent être de plus grande tailles et plus productives que celles appartenant à des hommes. Parmi les entreprises dirigées par des femmes interrogées, seulement 5,4% des entreprises comptaient moins de 10 travailleurs (contre une moyenne régionale de 18%). Plus de 40% étaient des moyennes et grandes entreprises employant plus de 50 travailleurs (Banque Mondiale, 2013).

• Populations réfugiées

En juin 2016, la Jordanie avait déjà accueilli 655 217 (UNHCR) réfugié.es syrien.nes, composée à 80% par des femmes et

¹ Merci de mettre ces données à jour à la suite de chaque modification.

² « account used for business purposes »

des enfants (ONU Femmes, 2013). Les risques et les besoins qui en découlent sont particulièrement importants. D'après le rapport publié par ONU Femmes sur le sujet, « les taux de mariages précoces sont élevés, un nombre important d'enfants travaillent pour contribuer aux revenus du foyer ou constituent la source de revenu principal, et les restrictions sur la mobilité des femmes et des filles limitent leur participation à la vie sociale, aux activités économiques et leur accès aux services de base. Comme l'écrasante majorité des réfugiés n'ont pas d'emploi rémunéré et comptent principalement sur l'aide et les ressources de la famille, plus la situation de déplacement est prolongée plus il est probable que le travail des enfants (notamment des garçons) et les mariages précoces (notamment pour les filles) augmentent ».

Législation

Ratification de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en 1992, avec des réserves. Le Protocole CEDEF³ n'a pas été ratifié.

La constitution contient une clause de non-discrimination et garantit l'égalité devant la loi (sans pour autant faire mention spéciale de l'égalité entre les femmes et les hommes). Néanmoins, la constitution autorise **l'existence de conditions d'emploi spécifiques pour les femmes, se traduisant par des restrictions dans certains secteurs et limitant le travail de nuit**.

Des réformes cherchant à promouvoir l'égalité femmes-hommes sont en cours, notamment la révision du Code du Statut Personnel (2012) et des réformes concernant l'accès aux actifs économiques, la participation politique et la violence domestique. L'enjeu reste la mise en œuvre de ces réformes : en Jordanie, l'application des lois et règlements est souvent problématique, surtout lorsqu'elles entrent en conflit avec certaines normes sociales. Notons que le droit personnel est considéré une source de droit par la constitution jordanienne, s'il ne viole pas les provisions constitutionnelles (article 105).

Malgré les réformes entreprises, des inégalités persistent, notamment en ce qui concerne :

- **le statut des chef-fes de famille** : les femmes mariées ne peuvent pas prétendre au statut de « cheffe de famille » au même titre que les hommes (Civil Status Law, Art. 37). Ceci a des implications notamment en ce qui concerne le choix du lieu de vie.
- **l'héritage** : les femmes et les filles n'ont pas les mêmes droits d'héritage que les hommes et les garçons (Personal Status Law, Art. 288, 289 et 292)
- **la transmission de nationalité** : les femmes (mariées et célibataires) ne peuvent pas transmettre leur nationalité à d'autres membres de la famille (mari et/ou enfants « étrangers ») au même titre que les hommes (Nationality Law No. 6 of 1954, Art. 8). Il existe des mouvements au sein de la société civile féminine jordanienne qui militent pour faire évoluer cela. Plus d'informations [ici](#).
- **le témoignage** d'une femme n'a pas le même poids juridique que celui d'un homme (Personal Status Law, Arts. 8, 127, 323, 324 et 325)

Family Protection Law, 2008. Cette loi vise à réglementer le traitement des cas de violence conjugale par les travailleurs médicaux et les organismes d'application de la loi afin de renforcer la protection des victimes.

Stratégies nationales (globales, sectorielles, spécifiques sur le genre)

Depuis 1999, le gouvernement jordanien développe des stratégies qui intègrent un objectif de promotion de l'égalité femmes-hommes. Les premiers documents dédiés spécifiquement à l'égalité femmes-hommes sont les «Stratégies nationales sur les Femmes», la première couvrant les périodes 2006-2010 et puis 2013-2017.

• **National Strategy on Women 2013-2017** : La Stratégie nationale 2013-2017 sur les femmes a été approuvée en janvier 2013. Elle a été développée suivant une approche participative. Parmi ses principaux objectifs, on peut citer : augmenter le nombre de femmes participant à l'élaboration des politiques et aux organes de prise de décision, avec un objectif fixé à 30%; accroître leur participation économique; promouvoir l'égalité dans les textes législatifs, les politiques et les programmes gouvernementaux; produire des données sexo-spécifiques pour informer les réformes.

• **'We Are All Jordan' Initiative** : une autre initiative de développement initiée en 2006, visant notamment l'accroissement de la participation des femmes à la vie économique, l'accroissement de l'accès des femmes à des moyens de financement (microfinance et autres) et la suppression des contraintes réglementaires entravant la participation des femmes au marché du travail.

ACTEURS NATIONAUX

³ Protocole facultatif prévoyant que « des communications peuvent être présentées par des particuliers (...) qui affirment être victimes d'une violation par cet Etat Partie d'un des droits énoncés dans la Convention (CEDEF) ».

Responsabilités institutionnelles sur le genre

- **The Jordanian National Commission for Women (JNCW)**: initiée et dirigée par la Princesse Basma, la JCW est une organisation semi-gouvernementale qui préconise et fait la promotion de plusieurs questions relatives aux femmes. Le principal obstacle rencontré par JNCW est que, malgré un statut quasi-gouvernemental, son travail n'est pas directement lié à un budget national et ne reçoit qu'un faible soutien financier (Banque Mondiale, 2013).
5118, AMMAN 11183, JORDAN
Tel : 06-5560741 ; 06-5526768
jncw@nets.com.jo
- **Ministry of Planning and International Cooperation (MoPIC)** : avec la JNCW, c'est la cellule genre du MoPIC qui coordonne les activités sur le sujet (Banque Mondiale, 2013). Etablie en 2005, cette cellule a pour mandat d'intégrer des composantes « genre » dans les projets de développement jordaniens, de renforcer les capacités du personnel du ministère et de conseiller les bailleurs sur les programmes s'intéressant au genre.
- **Ministères sectoriels** : des « cellules genre » ont été établies dans 17 ministères sectoriels et agences gouvernementales (Banque Mondiale, 2013).

Autres acteurs nationaux (recherche, ONG...)

Jordanian National Forum for Women (JNFW): en Décembre 1995, la Princesse Basma crée le Forum national jordanien pour les femmes (JNFW). Le Forum est né des efforts de mobilisation des comités volontaires des femmes, mis en place en 1993 pour sensibiliser les communautés locales à la stratégie nationale.

Email : info@princessbasama.jo

The General Federation of Jordanian Women (GFJW): la Fédération Générale des Femmes Jordaniennes a été créée en 1981 comme une organisation non gouvernementale nationale des associations et des sociétés de femmes pour améliorer le statut politique, économique et sociale des femmes en Jordanie. (Depuis 1999, la princesse Basma est présidente d'honneur de la GFJW).

Contact : Nujud Fawzi ; tél. : +962 (6) 566 6897

Jordanian Women's Union: créé en 1945, ce mouvement promeut la défense de droits politiques, juridiques et économiques.

Tél.: +962 (6) 568 7037 ; fax : +962 (6) 568 7061; email: jwu@go.com.jo

National Microfinance Bank: organisation à but non-lucratif qui finance des activités génératrices de revenus auprès des populations défavorisées. Travaille en partenariat avec CAWTAR (voir ci-dessous).

Tél.: 080022277 ou +962 7 9 877 7733

Civil Society Advisory Group (CSAG): établi en Juin 2013 par ONU Femmes, ce groupe constitue un espace de dialogue entre ONU Femmes Jordanie et les organisations de la société civile nationales travaillant sur les questions liées aux droits des femmes et au genre.

ACTEURS INTERNATIONAUX (Contacts, projets, littérature)

ONG internationales intervenant sur le genre

CARE International : présente en Jordanie depuis 1948, l'organisation vient en aide aux réfugiés, soutient les communautés rurales les plus vulnérables et œuvre en faveur d'un plus grand respect des droits des femmes et d'une plus forte participation de ces dernières à la vie économique et sociale. Plus d'informations [ici](#).

Contact: Jan Field; tél. : +962 (6) 552 7921 ; email : jan@care.org.jo

Centre des femmes arabes de formation et de recherche (CAWTAR) : crée en 1993 à la demande de plusieurs gouvernements arabes et d'organisations de la société civile, ce centre de formation et de recherche vise une meilleure compréhension et prise en compte des problématiques de genre à travers la collecte de données et de statistiques.

Tél. : 216-71-790-511 (siège à Tunis) ; fax : 216-71-773-611 ; email: info@cawtar.org

Association des organisations des femmes d'affaires méditerranéennes (AFAEMME) : créée en 2002, AFAEMME regroupe plus de 50 organisations membres dans 24 pays. Elle coordonne des recherches et des projets mêlant égalité de genre et commerce, et constitue une plateforme pour les femmes d'affaires et les entrepreneurs. AFAEMME promeut la participation des femmes à la prise de décisions dans le domaine commercial. [Site](#)

Tél. : 00.34.93.200.58.51 (siège à Barcelone) ; email : afaemme@afaemme.org

AMIDEAST : fondée en 1951, cette organisation américaine est engagée dans les domaines de l'éducation internationale, la formation et le développement, avec plus de 20 bureaux de représentation au Moyen Orient et en Afrique du Nord et plus de 650 professionnels qualifiés. AMIDEAST met en place des programmes et services afin d'améliorer les opportunités et la qualité, de renforcer les institutions locales, et de développer les compétences linguistiques et professionnelles indispensables à la réussite dans l'économie mondiale. Présente en Jordanie, l'organisation mène plusieurs projets sur le genre : « *breaking gender barriers to employment* » (plus d'informations [ici](#)), « *women succeeding as entrepreneurs* » (plus d'informations [ici](#)).

Tél: +962 (6) 592 9994 ; fax: 962 (6) 5929996

Directrice: Dana Shuqom

Organisations internationales et bailleurs intervenant sur le genre

ONU Femmes : en Jordanie ONU Femmes s'implique en faveur d'une plus grande participation économique, sociale et politique des femmes, soutient les réfugiées et lutte contre les violences de genre. L'agence participe, en collaboration avec l'Union européenne et la fondation du Jourdain- au programme « Un bond en avant pour les femmes » qui permet aux femmes pauvres et marginalisées de mener à bien des petits projets innovants.

Tél. : +962 (6) 520 0060; fax : +962 (6) 551-5716 ; email : jordan.co@unwomen.org

USAID : en association étroite avec le gouvernement jordanien et des organisations de la société civile, USID apporte son soutien à plusieurs projets sur le genre (soutien institutionnel à la « *gender machinery* », soutien à la révision de textes juridiques au sujet des violences faites aux femmes etc...). Plus d'informations [ici](#).

Contact : Nermeen Murad (chargée programme Genre) ; tél. : +962 6 590-6000 ; fax : +962 6 592-0143

Banque Mondiale : un rapport sur la participation économique, la capacité d'agence et l'accès à la justice des femmes (disponible [ici](#)) a été émis en 2013 et a été diffusé lors de plusieurs ateliers.

Tél. : +961 1 987 800; email: mziade@worldbank.org

GIZ : mène en Jordanie des projets d'infrastructures, de gouvernance, d'adaptation au changement climatique et de soutien de l'emploi et de l'économie. Conformément à la stratégie genre de la GIZ, le genre est pris en compte de manière transversale dans tous ces projets. L'agence a également soutenu l'initiative *Water Wise Women* qui a permis de former des femmes et de les certifier en plomberie. Cette action permettra à des femmes cheffes de ménage ou dont le mari est absent de mieux gérer l'approvisionnement en eau de leur foyer ; l'intervention d'un homme plombier étant interdite si un homme n'est pas présent.

Contact : Michaela Baur, email : giz-jordanien@giz.de

Contacts pour l'initiative *Water Wise Women* : Dorothea Otremba (dorothea.otremba@giz.de) ou Asma'a Jarrar (asmaa.jarrar@giz.de)

Projets sur le genre des ONG, organisations internationales et bailleurs

Emploi

Banque Mondiale, « *Employment for young women graduates (Jordan Now)* ». *Jordan Now* est un programme pilote visant à accroître la participation des femmes diplômées au marché du travail. population active.

Autres

Banque Mondiale, « *Measuring the Impact of National Policies and Strategies on Gender Equality* ». Programme en collaboration avec le MoPIC (Ministère du Plan et de la Coopération internationale) visant à établir un système national de compilation de données genre. Un manuel sur les indicateurs sensibles au genre a été conçu pour accroître la disponibilité de données sexo-spécifiques.

Travaux de production de connaissance des ONG et bailleurs basés en Jordanie

Banque Mondiale, 2013. *Jordan Country Gender Assessment, Economic Participation, Agency and Access to Justice in Jordan*. Disponible [ici](#).

ONU Femmes, 2014. *Jordanian women in the ICT space*. Disponible [ici](#).

ONU Femmes, 2013. *Gender-based Violence and Child Protection among Syrian refugees in Jordan, with a focus on Early Marriage*. Disponible [ici](#).